

Réponse à Ramsey Mcdonald sur la reconnaissance de l'URSS par la Grande-Bretagne

Christian Rakovsky

Source. Archives du ministère russe des Affaires étrangères (MID).
Traduction et notes MIA.

CR/396

16 janvier 1924

J. Ramsay Macdonald, Esq., M.P.,
Chambre des Communes,
Londres, SWI.

Mon cher Macdonald,

Je m'empresse de répondre à votre lettre du 13 octobre.¹

Je suis très heureux de constater une fois de plus que nous sommes tout à fait d'accord dans notre appréciation de l'immense importance attachée à la reconnaissance de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Je suis également d'accord avec vous pour dire que ce serait « *une grande erreur de mélanger les discussions économiques avec la question de savoir si nous devons reconnaître la Russie ou non* » et « *que la reconnaissance doit être traitée selon ses propres mérites* ».

Certes, il ne s'ensuit pas que les questions en litige, qui ont fait l'objet de deux conférences internationales, ne soient pas importantes ; mais du fait de leur complexité et de leur importance pour les deux parties, il sera sans doute plus utile de les séparer et de les examiner immédiatement après la reconnaissance. De cette manière, ces questions perdront le caractère particulièrement détestable qu'elles ont eu jusqu'à présent pour les ouvriers et les paysans de Russie. Jusqu'à présent, on a exercé sur le peuple russe une pression sous forme d'isolement politique pour obtenir le règlement de ces questions. Or, c'est seulement cette reconnaissance qui créera en Russie et en Grande-Bretagne une atmosphère favorable qui facilitera la résolution rapide et juste de ces questions.

J'exprime ma volonté, au nom du gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de notifier au gouvernement de la Grande-Bretagne, immédiatement après la

1. Voir en annexe.

reconnaissance, l'accord de notre gouvernement à la création d'une commission mixte russo-britannique, qui procédera aussitôt à l'examen des questions litigieuses de nature économique ou financière.

Je partage entièrement votre point de vue, mentionné par M. Wise, selon lequel, du côté britannique, des représentants du monde industriel et financier devraient être associés en même temps que des représentants des travailleurs. Je considère comme tout à fait juste votre suggestion, au troisième paragraphe de votre lettre, selon laquelle cette commission devrait élaborer des propositions concrètes à soumettre à l'examen des gouvernements respectifs.

L'une des tâches de ces gouvernements, immédiatement après la reconnaissance, serait de déterminer tous les moyens disponibles qui contribueraient au développement des relations économiques entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la Grande-Bretagne. Je tiens à préciser que mon gouvernement attache une grande importance à la coopération économique et financière avec la Grande-Bretagne. Il est possible que les gouvernements jugent opportun de confier l'examen de ces questions à la commission mentionnée ci-dessus. Bien entendu, il s'agit d'une question qui doit être décidée par les deux gouvernements.

Ceci, je pense, épuise pour le moment la problématique des questions économiques en litige. Toute tentative d'introduire une formulation plus concrète, semblable à celle que vous proposez d'élaborer au paragraphe 3, points a et b de votre lettre, pourrait conduire aux discussions stériles qui ont eu lieu à Gênes et à La Haye ² – sans compter que, si nous commençons à élaborer une formulation concrète, la reconnaissance cessera d'être inconditionnelle.

Je partage pleinement et entièrement les vues exprimées dans les paragraphes 5 et 6 de votre lettre. Je pense, bien entendu, que simultanément et parallèlement aux négociations sur les questions économiques mentionnées ci-dessus, les deux gouvernements doivent, immédiatement après la reconnaissance, entamer des négociations en vue de régler les questions qui se sont posées entre eux en Europe et en Asie. Je suis également prêt à faire cette déclaration au nom de mon gouvernement.

Je pense qu'à côté de ces questions qui intéressent directement les deux gouvernements, il y a aussi un certain nombre d'autres questions, d'importance européenne ou mondiale, pour le règlement desquelles un accord entre les deux gouvernements sera d'une grande importance. La question du désarmement, cause qui a toujours été défendue par notre gouvernement, peut être incluse par exemple parmi ces questions.

J'estime que, si une nécessité aussi évidente que la reconnaissance requiert une quelconque justification, la meilleure se trouve dans les paragraphes 5, 6 et 7 de votre lettre.

Je partage entièrement votre opinion selon laquelle la sincérité et la bonne volonté doivent régir les relations entre nous. En dépit de nos divergences de vues, nos deux pays, les plus grandes communautés du monde, en s'efforçant de régler, dans un esprit amical, les différends

2. La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Pour la première fois invitée à une telle conférence par les puissances impérialistes, la Russie soviétique marquait ainsi son entrée dans la politique internationale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais qui n'aboutit également à aucun résultat.

existants et en œuvrant à la préservation de la paix, pourraient rendre le plus grand service aux intérêts de l'humanité tout entière.

Très sincèrement vôtre,

[Rakovsky]

P.S. Je vous adresse ci-joint le mémorandum promis sur la question du commerce, des commandes et des concessions.

Annexe: Lettre de Ramsay Mcdonald à Rakovsky

12 janvier 1924.

M. Rakovsky,
Délégation Commerciale russe
128, New Bond St.,
W.L.

Mon cher Rakovsky,

Je vous remercie beaucoup pour votre lettre du 11, dans laquelle vous exprimez vos bons vœux et faites certaines suggestions. Je réponds de tout cœur aux premiers et j'accueille favorablement les seconds. Grenfell et Wise m'ont parlé de la situation dans laquelle nous nous trouvons et je leur ai fait part de mon point de vue. J'ai rencontré Wise après avoir vu Grenfell et il va vous donner mes idées les plus récentes. Brièvement et très généralement, elles sont les suivantes :

1. Ce serait « une grave erreur de mêler les discussions économiques à la question de savoir si nous devons reconnaître la Russie ou non. Je pense que la reconnaissance doit être traitée selon ses propres mérites ».

2. En même temps, si le gouvernement britannique doit reconnaître la Russie, il verra sa tâche facilitée si, au moment de l'annonce officielle de la reconnaissance, il peut déclarer que des premiers fruits ont déjà été récoltés.

3. Je pense donc que vous pourriez dès à présent envisager une formule comprenant les points suivants :

(a) une répétition de ce qui a déjà été dit par vous concernant votre reconnaissance de principe des créances privées.

(b) la volonté de nommer un comité chargé de traiter ces demandes sans délai et de faire des recommandations aux gouvernements respectifs sur la manière dont les réclamations reconnues doivent être payées.

4. Il pourrait être avantageux de séparer les réclamations privées des réclamations d'Etat, qui pourraient faire l'objet d'une discussion par l'intermédiaire des ministères des affaires étrangères.

5. Les ministères des Affaires étrangères de Londres et de Moscou devraient, dès que le changement de gouvernement aura eu lieu, dresser la liste des divers points de nature politique qui font actuellement l'objet d'un différend entre les pays – par exemple, les eaux territoriales de pêche. Des négociations devraient être immédiatement entamées en vue de rédiger un ou plusieurs traités, ou toute autre forme d'engagement définitif, sur ces points.

6. La question générale de nos positions respectives dans les zones où nos intérêts peuvent s'opposer quelque peu, comme en Asie, devrait faire l'objet d'une négociation et d'un accord. Cet accord, à mon avis, devrait plutôt prendre la forme d'un *gentlemen's agreement* que celle d'un document scellé et signé.

7. D'une manière générale, nous devons nous efforcer de nous donner mutuellement des preuves de la sincérité de nos souhaits de relations amicales ; et rien, j'en suis sûr, ne les troublerait davantage que la découverte, de part et d'autre, de tractations sournoises telles que celles qui, je le crains, ont été trop fréquentes dans les relations diplomatiques. Je voudrais introduire dans la diplomatie le même sens du fair-play moral que celui qui anime l'honnête homme ordinaire dans sa conduite privée. Je voudrais pouvoir sentir que vous et moi nous comprenons et nous respectons suffisamment, malgré nos divergences de vues, pour pouvoir coopérer en vue de promouvoir non seulement des intérêts communs, mais aussi ce qui est d'une certaine manière le plus important, à savoir la coopération internationale la plus large.

Sincèrement vôtre,

J. RAMSAY MACDONALD.